

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INTERRA LOG

Parc d'Affaires de la Vallée de l'Ozon
35 rue Marcel Mérieux
69970 Chaponnay

Références : UD-R-CRT-26-12-OA
Code AIOT : 0006103917

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement INTERRA LOG implanté Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 au sein de l'établissement Interra Log, situé au 35 rue Marcel Mérieux sur la commune de Chaponnay.

Lors de sa visite du 10/09/2024, l'inspection avait constaté que les vannes de sectionnement prescrites par l'arrêté préfectoral du 22/03/2022 n'avaient pas été mises en place et que l'isolement des eaux susceptibles d'être polluées sur site n'était pas justifié.

À la suite de ce constat, un arrêté de mise en demeure a été pris (arrêté n° DDPP-DREAL 2024-216).

La visite d'inspection du 15/01/2026 avait pour objet de vérifier la mise en place effective des vannes de sectionnement ainsi que l'isolement du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERRA LOG
- Parc d'Affaires de la Vallée de d'Ozon 35, rue Marcel Mérieux 69970 Chaponnay
- Code AIOT : 0006103917
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société InTerraLog est spécialisée dans le stockage de produits dangereux destinés à l'agriculture ainsi qu'à la grande distribution. Elle exploite à CHAPONNAY un entrepôt de stockage contenant des produits phytosanitaires, des aérosols en petits conditionnements contenant des gaz ou des liquides inflammables, des cartouches de chasse, etc.

Le site est autorisé par un arrêté préfectoral du 22 mars 2022 qui fait suite à une demande d'extension qui, à ce jour, n'a pas été réalisée.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Isolement du site	AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 15/01/2026 a permis de constater la mise en place de vannes sur certains rejets extérieurs. Toutefois, l'isolement du site est actuellement en cours d'étude, notamment dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers déposée le 18/12/2025 et des échanges engagés avec le SDMIS.

En conséquence, l'inspection propose à Madame la Préfète de statuer sur le respect des dispositions de la mise en demeure à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers qui dimensionne les conditions d'isolement du site (30/06/2026).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société INTERRA LOG, implantée au 35, Rue Marcel Mérieux sur la commune de Chaponnay est mise en demeure, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7.1.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022, en justifiant des capacités de rétention, en fonction de la topographie et de l'étanchéité du site, - 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022, en mettant en place les vannes sur les rejets C et D <p><i>Rappel de l'AP du 22/03/2022</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 7.1.6 <i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</i> - 3.2.3.1 <i>Un système permet l'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux d'eaux de l'établissement susceptibles d'être pollués (rejets C et D). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</i> - 3.2.2 <i>Rejet C = exutoires C1, C2, C3 et C4 Rejet D = exutoires A1 et A2 - Annexe 1 : Plan de localisation des points de rejets aqueux</i> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence de trois vannes automatiques de sectionnement des réseaux d'eaux. Celles-ci sont implantées sur les rejets C2 et C3, avec un asservissement aux détecteurs du bâtiment S2 (automate de contrôle observé dans le bâtiment), ainsi que sur le rejet C4, avec un asservissement au bâtiment S3 (automate de contrôle également constaté sur site). L'exploitant précise que ces vannes peuvent également être manœuvrées manuellement.</p> <p>L'inspection a par ailleurs constaté la présence d'une vanne manuelle au niveau du rejet C1. L'exploitant indique que cette vanne a été mise en place au printemps 2024 et que le plan des réseaux a été mis à jour à la suite de ces travaux.</p> <p><i>L'inspection note que ces vannes ne sont pas identifiées sur site comme des « vannes d'isolement ».</i></p> <p>En séance, l'exploitant explique que les exutoires indiqués en A sur le plan des réseaux correspondent à des puits d'infiltration. Les exutoires A1 et A2 sont équipés de séparateurs d'hydrocarbures mais aucun système ne permet actuellement l'isolement de ces 2 exutoires,</p>

comme prescrit par l'article 3.2.3.1 de l'AP du 22/03/2022.

Sur site, l'inspection constate que les tampons des puits d'infiltration des eaux de toiture ne sont pas étanches.

L'inspection indique que l'isolement du site est actuellement en cours d'étude, dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers (EDD) et des échanges engagés avec le SDMIS.

Le scénario majorant sera défini lors de l'instruction de l'EDD. En fonction de la surface en feu retenue dans ce scénario, les besoins en eau seront vérifiés (D9), puis le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie sera calculé (D9A). Une analyse de cohérence avec les dispositifs de rétention existants sera menée, notamment concernant le besoin d'isolement du rejet D, les systèmes de rétention au niveau des quais ainsi que les zones perméables situées autour du bâtiment S2, afin de vérifier la capacité du site à collecter les eaux potentiellement polluées en cas de sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

L'isolement du site est actuellement en cours d'étude, notamment dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers déposée le 18/12/2025 et des échanges engagés avec le SDMIS.

En conséquence, l'inspection propose à Madame la Préfète de statuer sur le respect des dispositions de la mise en demeure à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers qui dimensionne les conditions d'isolement du site (30/06/2026).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois